

**FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES FONCTIONNAIRES FO**

# **L'austérité n'a pas de couleur! Les fonctionnaires encore sacrifiés...**

Le Premier ministre vient d'annoncer 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2014 et 2015 à faire sur le dos du service public. Une nouvelle réduction des déficits publics est donc programmée.

Le changement n'est pas pour maintenant: la troïka\* impose son diktat quelle que soit la force politique au pouvoir dans les pays européens.

Avec un projet de loi de finances catastrophique pour la Fonction publique pour 2013: gel maintenu de la valeur du point d'indice, diminution de 50% des mesures catégorielles, diminution des crédits de fonctionnement (7%) et des effectifs sur les missions de l'Etat considérées comme non prioritaires, un avenir extrêmement sombre se précise pour 2014 et 2015.

Une fois de plus, malgré de grandes promesses électorales, le pouvoir en place se range aux injonctions des marchés financiers. Les services publics et les fonctionnaires servent à nouveau de variables d'ajustement.

- Avec de telles perspectives de réduction, quel avenir pour le service public, pour les fonctionnaires et leur pouvoir d'achat?

- Comment relancer la consommation en gelant le salaire de 5,2 millions de fonctionnaires et même en le diminuant avec la nouvelle augmentation de leurs cotisations retraites?

- Comment relancer la consommation en relevant la TVA?

- Comment assurer la cohésion sociale encore plus nécessaire en période de crise avec moins de services publics?

Après l'espoir suscité par un changement tant annoncé, la chute ne sera que plus rude. Pour les fonctionnaires, la confiance est dorénavant rompue.

Seule la mobilisation permettra de changer le cours des choses.

La FGF-FO prendra toute sa part dans les combats à venir car, une fois de plus, les salariés tant du secteur public que du secteur privé ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour faire évoluer leur situation!

Pour la FGF-FO, l'austérité de droite comme de gauche doit être combattue!

\* *Troïka: FMI, BCE, UE.*

**Communiqué du 08/11/2012**